

**Achte Sitzung – Huitième séance**

**Donnerstag, 7. Dezember 1989, Vormittag**  
**Jeudi 7 décembre 1989, matin**

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Caveltz

89.041

**Neue Finanzordnung**  
**Nouveau régime financier**

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 740 hiervor – Voir page 740 ci-devant

Detailberatung – Discussion par articles

**Titel und Ingress**

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule**

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

**Art. 1 Abs. 1 Bst. a, b Ziff. 1 – 7**

Antrag der Kommission

Bst. a

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Bst. b Ziff. 1 – 5, 7

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ziff. 6

Mehrheit

Streichen

Minderheit

(Jaggi)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 1 al. 1 let. a, b ch. 1 – 7**

Proposition de la commission

Let. a

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Let. b ch. 1 – 5, 7

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Ch. 6

Majorité

Biffer

Minorité

(Jaggi)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Meier** Hans, Berichterstatter: Ich begründe den Streichungsantrag von Ziffer 6 des Buchstaben b. Es geht hier um die Ausweise über die Begründung von Treuhandanlagen. Treuhandanlagen sind von Schweizer Banken vermittelte Festgelder bei ausländischen Banken auf Rechnung und Gefahr des Kunden. Treuhänderische Festgeldanlagen verdanken ursprünglich ihre Entstehung dem Bestreben, einen durch die hohe Verrechnungssteuerbelastung ausgelösten Abzug von Gel-

dern von in- zu ausländischen Banken zu stoppen. Es ist eine Illusion zu glauben, ein Anleger bezahle eine schweizerische Steuer, wenn er diese mit Direktanlagen – ein Telefonanruf nach Luxemburg genügt – einsparen kann.

Eine Annahme dieses Antrages würde die bisher vorhandene Konkurrenzfähigkeit unseres Finanzplatzes aufheben. Das wäre ein Schritt in die falsche Richtung. Auch die Verfassungsmässigkeit einer solchen Lösung wird angezweifelt: Bundesverfassung Artikel 41 bis spreche von Urkunden des Handelsverkehrs. Ein Ausweis über Treuhandanlagen sei weder ein Wertpapier noch eine wertpapierähnliche Urkunde und eher mit einer Kontokorrentabrechnung zu vergleichen; er sei deshalb auch nicht zirkulationsfähig. Hinzu kommt, dass eine Abwanderung dieser Geschäfte auch lukrative Anschlussgeschäfte mitziehen würde.

Sie sehen auch aus der Grössenordnung der geschätzten Einnahmen von rund 330 Millionen Franken, dass es sich hier um einen ganz schwerwiegenden Wettbewerbsnachteil handeln muss. Mit einem Stimmenverhältnis von 11 zu 1 hat die Kommission die Streichung von Ziffer 6 beschlossen.

Wenn der Rat der Kommissionsmehrheit zustimmt, würde Ziffer 7 zu Ziffer 6, und in Ziffer 6 würde die Formulierung dann lauten: «Papiere, die dieses Gesetz den Urkunden nach den Ziffern 1 bis 5 gleichgestellt hat.»

Sodann wurde in der Kommission noch der Wunsch vorgebracht, die Aufzählung in Buchstabe a und Buchstabe b sollte in der gleichen Reihenfolge erfolgen. Die Kommission überlässt die zweckmässige Regelung der Redaktionskommission.

Bst. a – Let. a

Angenommen – Adopté

Bst. b Ziff. 1 – 5, 7 – Let. b ch. 1 – 5, 7

Angenommen – Adopté

Ziff. 6 – Ch. 6

Mme **Jaggi**, porte-parole de la minorité: Je me suis permise au nom de l'unique minorité – de la voix discordante comme l'a dit tout à l'heure le président de la commission, M. Meier – que M. Ducret a qualifié hier de dangereuse, tout en reconnaissant par ailleurs que la majorité faisait fausse route avec cette révision au but «louable». Je qualifierais cette proposition plutôt de maudite, car elle porte sur un sujet maudit, celui de l'imposition des placements fiduciaires, ces avoirs à court terme qui, sur le plan économique, sont analogues au papier monnaie et devraient logiquement être imposés comme le sont traditionnellement les instruments du marché monétaire; et cela d'autant que le montant des avoirs en cause, et du même coup le produit que l'on peut espérer de leur imposition, est considérable. Par la voix de M. Stich, le Conseil fédéral a rappelé hier que les passifs hors bilan correspondants aux placements fiduciaires approchent les 350 milliards, dont un tiers provient de Suisse où ils ont cherché à se placer, pour ne pas dire à s'abriter. Il est choquant de voir cette substance fiscale potentielle échapper à toute imposition dans notre pays où elle a une telle importance quantitative.

Les placements fiduciaires qui sont effectués par l'intermédiaire des banques suisses ont d'autres motifs que les considérations fiscales. Ils constituent effectivement – c'est un élément connu bien au-delà de nos frontières – une prestation spéciale et exclusive des banques suisses qui n'est pas offerte par les établissements étrangers. Du moment que les fonds proviennent essentiellement de l'étranger, il faut bien que les investisseurs qui passent par l'intermédiaire de nos banques aient des motifs pour recourir à leurs services au lieu de placer les fonds directement eux-mêmes. Ces raisons sont – j'en suis convaincue et je ne suis pas la seule – extra-fiscales. Il faut les rechercher du côté de la discrétion, du sérieux et de l'efficacité du travail des banques suisses et sans doute, dans le fait qu'elles sont en mesure d'offrir des placements de premier ordre et d'une sécurité tout à fait particulière. Les clients étrangers ou leurs mandataires suisses peuvent payer cette qualité de service, cette sécurité, cette garantie. Et ils s'en acquitte-

ront. D'ailleurs, les banques suisses le savent très bien, elles qui font payer cher la sécurité et le secret qu'elles réservent aux transactions. Elles pourraient peut-être partager elles-mêmes avec leurs clients une éventuelle charge fiscale.

Tout à l'heure, j'ai utilisé le qualificatif de «maudit», car toutes les propositions, d'où qu'elles viennent, échouent. J'aimerais quand même que nous nous souvenions, au passage, d'un précédent qui remonte au début des années 80. A l'époque, le Conseil fédéral avait suggéré de soumettre le produit des avoirs fiduciaires à l'impôt anticipé, comme toute autre forme d'intérêt sur les placements et dépôts, y compris d'épargne. A cette occasion, M. Feigenwinter, l'auteur de l'initiative qui nous vaut de traiter dès maintenant la révision de la loi sur les droits de timbre, avait proposé de soumettre les placements fiduciaires aux droits de négociation, afin d'éviter l'impôt anticipé. C'est exactement ce dont nous parlons actuellement.

A l'époque, l'idée avait un objectif politique évident: diviser les partisans d'une imposition des placements fiduciaires. Cette idée a fait l'objet de prises de positions favorables qui apparaissent rétrospectivement comme purement rhétoriques, puisque le Conseil national devait refuser de justesse l'entrée en matière sur cette proposition. Le Conseil fédéral qui, lui, a bonne mémoire la reprend aujourd'hui. Il a raison, car elle lui permettrait de trouver 330 millions qui pourraient compenser la majeure partie de l'exonération complète ou partielle des euro-émissions et des opérations «étranger/étranger» au titre du droit de négociation et l'imposition qu'il souhaite partielle, alors que la commission la veut totale, des papiers monétaires étrangers au prorata de la durée.

Je vous demande, sans oser croire que vous céderez à ce vœu, de suivre la minorité de la commission que je représente sans illusion, mais avec une certaine fierté. Rappelez-vous que les avoirs fiduciaires sont des valeurs hors bilan des banques et qu'ils n'ont donc aucune influence sur leur appréciation, mesurée traditionnellement par la somme et la structure de leur bilan.

Cela dit, on sait que désormais les fonds propres – c'est d'ailleurs une garantie supplémentaire pour les clients – ne peuvent plus être sans rapport avec les montants des placements fiduciaires.

Je vous recommande une nouvelle fois de suivre la proposition du Conseil fédéral et de soumettre au droit de timbre de négociation, conformément à l'article 1, alinéa premier, lettre b, chiffre 6 de la loi sur les droits de timbre les documents relatifs à la constitution de placements fiduciaires. Nous reviendrons, le cas échéant, sur d'autres suggestions concernant ces derniers.

**Küchler:** Ich habe mich bereits in der Kommission für den Streichungsantrag ausgesprochen, und zwar aus folgenden hauptsächlichsten Ueberlegungen.

Ich meine, der Bundesrat setzt sich mit seinem Vorschlag in Widerspruch zum Auftrag, den ihm das Parlament bereits 1986 erteilt hat, nämlich – wie bereits gestern angetönt – eine Deregulierung bei den Stempelabgaben vorzunehmen. Rahmenbedingungen und die Stossrichtung dieses seinerzeitigen Auftrages sind klar genug, um daraus zu erkennen, dass Kompensationen der verlangten Lockerungen gar nicht innerhalb des Bereiches der Stempelabgaben möglich sind. Die Kompensationen brauchen nicht innerhalb dieses Stempelabgabegesetzes gesucht zu werden und zu erfolgen, sondern die Kompensationen sind u. a. im Zusammenhang mit einer Mehrwertsteuervorlage zu suchen, wie dies verschiedene Kommissionsmitglieder – z. B. der Herr Präsident oder Frau Weber – ebenfalls gesagt haben.

Ferner meine ich, dass der Vorschlag des Bundesrates zwar nicht formell, aber immerhin materiell den Grundsatz der Territorialität schweizerischen Rechtes und seiner Anwendung verletzt; denn Steuersubjekt der Treuhandanlagen ist ja nicht etwa die Bank, sondern es sind die Kunden. Diese aber wohnen meistens im Ausland und haben dort ihr Steuerdomizil. Die im Auftrag der Kunden vorgenommenen Treuhandanlagen finden ebenfalls im Ausland statt. Bei der wirtschaftlichen Betrachtungsweise handelt es sich deshalb um ein Geschäft zwischen zwei Ausländern, das lediglich durch eine Schweizer

Bank vermittelt wird. Eine Steuer auf dem angelegten Geld oder dem damit erzielten Ertrag verletzt meines Erachtens den Grundsatz der Territorialität.

Sodann steht dem bundesrätlichen Vorschlag auch der Grundsatz der Verhältnismässigkeit zwischen dem angestrebten Ziel einerseits und dem erzielbaren Erfolg andererseits offensichtlich entgegen. Es ist zu befürchten, dass ein Treuhandstempel der vorgeschlagenen Art das bisherige Steuerobjekt ins Ausland abdrängt. Mithin ist die Berechnung eines voraussichtlichen Steuerertrages von rund 330 Millionen aufgrund des heutigen Volumens von etwa 250 Milliarden Treuhandanlagen der Schweizer Banken eine reine, ungesicherte Hypothese. Mit Sicherheit wird der Ertrag beträchtlich geringer ausfallen, und mit hoher Wahrscheinlichkeit dürfte er sich sogar dem Nullpunkt nähern. Eine so konzipierte Steuer bewirkt also voraussichtlich sogar das Gegenteil des angestrebten Zweckes, weil damit auch noch die bisher der schweizerischen Ertragssteuer unterliegenden Kommissionseinnahmen verloren gehen.

Schliesslich meine ich, dass verfassungsrechtliche Bedenken angebracht sind, wie dies der Herr Kommissionspräsident ausgeführt hat. 1980 bereits kam der Bundesrat selber zum Schluss, dass die verfassungsrechtlichen Bedenken gegen die Einführung einer solchen Abgabe sprechen. Dies ist doch heute bei den Treuhandanlagen nicht anders zu beurteilen als in der damaligen bundesrätlichen Botschaft vom 25. Juni 1980 betreffend Besteuerung der Zinsen von Treuhandguthaben.

Aus diesen Gründen ersuche ich Sie, dem Mehrheitsantrag auf Streichung zuzustimmen.

**Bundesrat Stich:** Wir haben gestern schon ganz kurz über die Treuhandanlagen diskutiert. An sich sieht der Bundesrat hier eine Möglichkeit, einen gewissen Ausgleich zu anderen Belastungen zu schaffen. Wir haben bei der Umsatzsteuer – oder Mehrwertsteuer, wenn Sie lieber möchten – so oder anders eine Verschiebung vom Ausland auf die Schweiz und von der Industrie auf den Konsumenten. Die Frage ist, wieweit nachher via Teuerungsausgleich die Ueberwälzung wieder funktioniert. Hier kann man zweifellos nicht bis ins Letzte abklären, was passiert.

Der Bundesrat ist der Meinung – das möchte ich Herrn Küchler sagen –: Eine Landesregierung kann nicht einfach Befehlsempfänger sein, weder von Interessenvertretern noch vom Parlament. Natürlich muss sie Aufträge des Parlamentes sehr sorgsam prüfen, aber sie muss sie nicht tel quel zur Verwirklichung vorschlagen. Es ist eine Führungsaufgabe der Landesregierung, sehr sorgfältig zu überlegen, was zweckmässig und was sinnvoll ist, und was unserem Land und unserer Wirtschaft am meisten nützt.

Man kann sich beispielsweise die Frage stellen: Weshalb haben wir in der Schweiz so hohe Hypothekenzinsen? Ich weiss nicht, ob Sie das noch nie interessiert hat, ob Sie sich das noch nie gefragt haben. Ich frage mich das, um so mehr, als die Schweiz netto pro Jahr einen Kapitalexport von 20 Milliarden Schweizerfranken hat. Es wird in der Schweiz auch nicht zu wenig gespart. Warum also haben wir so hohe Hypothekenzinsen? Offensichtlich deshalb, weil wir in der Schweiz die Zinsen einer Steuer unterwerfen, unter anderem der Verrechnungssteuer. Und da ist es für viele Schweizer viel einfacher, wenn sie ihr Geld im Ausland anlegen; dann zahlen sie nichts.

Aus diesem Grunde glaube ich, dass es schon deshalb sinnvoll ist, auch Treuhandanlagen einer sehr bescheidenen Steuer zu unterwerfen. Eine Treuhandanlage von 1 Million Dollar, Laufzeit drei Monate, ergibt eine Abgabe von 375 Dollar. Die Courtage beträgt 675 Dollar, also fast das Doppelte, und der Zinsertrag bei 8 Prozent macht 20 000 Dollar aus.

Es ist also eine bescheidene Abgabe. Wenn die Leute, die diese Treuhandanlagen tätigen, nur – wie das immer wieder behauptet wird – auf den Zinsertrag sehen würden, würden sie diese Anlagen angesichts der hohen Courtagekosten schon längstens nicht mehr in der Schweiz tätigen, weil die Schweizer Courtagen höher sind als andernorts. Das heisst also: Die Leute müssen andere Gründe haben, um diese Anlagen in der Schweiz zu tätigen. Diese anderen Gründe will ich nicht expli-

zieren. Sie kennen sie vermutlich so gut wie ich. Diese anderen Gründe bestehen nach wie vor, und es ist nicht einzusehen, warum man den Finanzplatz Schweiz benützen kann, ohne für die Vorteile, die er bietet, etwas zu bezahlen.

Deshalb sind die Regierung und ich davon überzeugt, dass eine Steuer auf Treuhandanlagen eine vernünftige Massnahme ist, die letztlich nicht gegen den Finanzplatz Schweiz gerichtet ist. Gerade deshalb haben wir auch dem Parlament und den Banken goldene Brücken gebaut. Wir haben gesagt, das man auf die Steuer verzichten werde, wenn es sich zeigen würde, dass das Geschäft abwandert.

Warum möchte die Kommissionsmehrheit dieses Angebot nicht annehmen? Wir selber haben es gerne gemacht, weil wir überzeugt sind, dass wir nicht davon Gebrauch machen müssen, weil diese Abgabe keinen Einfluss auf das Anlageverhalten hat. Ich habe gestern schon gesagt: Es ist erstaunlich, dass man immer die Stempelabgabe in den Vordergrund rückt, habe betont, dass sie eine Schwäche des Finanzplatzes Schweiz darstellt. Warum sprechen die schweizerischen Banken seit Jahren ununterbrochen von dieser Stempelabgabe? Und warum führen sie die Stempelabgabe noch *expressis verbis* an? Warum schliessen sie sie nicht in die Courtage ein? Diese bescheidene Abgabe auf Treuhandanlagen ist verkraftbar. Wir schätzen, dass sie rund 300 bis 330 Millionen Franken einbringt. Die Ausfälle betragen heute immerhin mindestens 400 Millionen. Wenn wir weiter deregulieren, wenn wir die Syndizierungsvorschriften durch die Nationalbank aufheben müssen, gibt es noch einmal Ausfälle von 200 Millionen Franken. Es ist aber interessant, dass bei der Syndizierungsvorschrift, die auch ein Hemmnis des freien Marktes ist – man darf Schweizer Anleihen nicht im Ausland, sondern nur in der Schweiz begeben –, niemand davon gesprochen hat, dass man deregulieren müsse – auch die Banken nicht –, weil die Vorschrift für sie eine Hilfe ist, weil sie das Monopol haben, Schweizer Anleihen zu plazieren. Ich mag ihnen das gönnen, sie haben die gleichen Interessen wie ich. Ich erhalte dadurch Stempelabgaben und die Banken die Courtage. Aber es ist interessant, dass hier niemand reklamiert.

Alles in allem haben wir hier eine Möglichkeit, im Bereiche des Finanzplatzes etwas Sinnvolles zu tun. Es ist vielleicht auch insofern sinnvoll, als die starken Schwankungen, die heute die Kapitalmärkte auszeichnen, reduziert werden könnten. Es wäre sehr sinnvoll, wenn wir im Kapitalverkehr nicht diese intensiven Schwankungen mit all ihren Auswirkungen auf den Wechselkurs hätten, der seinerseits wieder Auswirkungen auf die Volkswirtschaft hat. Ich will heute dazu nichts mehr sagen. Ich habe Ihnen gestern dargelegt, dass man allein aus diesen Gründen eine solche Massnahme treffen müsste.

Letztlich muss man sehen – das müssen auch die Banken einsehen –: Der Bankenplatz hängt auch von der Qualität der Leute ab, die sie zur Verfügung haben. Genügend Personal zu haben ist heute in der Schweiz schwierig. Natürlich haben die Banken in den letzten Jahren ihre Personalbestände um etwa 25 Prozent ausgeweitet, offensichtlich weil es in der Schweiz mit dem Finanzplatz so schlecht geht! Aber beliebig kann man den Finanzplatz auch nicht ausweiten.

Dann muss man noch sehen, dass Bankgeschäfte eigentlich Vertrauensgeschäfte sind. Man muss die Leute, denen man Kredit gibt, mindestens kennen. Wir wären froh, wenn die Banken auch die anderen kennen würden, die Geld anlegen! Aber mindestens diejenigen, denen man Kredit gibt, muss man kennen. Und wenn man natürlich weltweit das Geschäft rund um die Uhr betreiben will, kann man das in guten Treuen nicht sinnvoll alles von Zürich aus machen. Das ist nicht möglich, sondern es braucht Niederlassungen in der übrigen Welt, ob man das mag oder nicht. Aber man darf dafür nicht die schweizerische Stempelsteuer verantwortlich erklären.

Aus diesen Ueberlegungen heraus bitte ich Sie, dem Bundesrat und der Minderheit zuzustimmen. Es ist eine sinnvolle Lösung, und sie hilft mit, die Lasten der Besteuerung einigermaßen vernünftig zu verteilen – vernünftig im Rahmen des Möglichen.

**Meier Hans, Berichterstatter:** Ich möchte die Diskussion nicht verlängern. Ich glaube, die Meinungen sind gemacht. Aber ich

möchte im Anschluss an die Ausführungen von Herrn Bundesrat Stich doch noch einige Ueberlegungen der Kommission bekanntgeben.

Wenn von hohen Hypothekarzinsen gesprochen wird, ist doch zu sagen, dass die Schweiz heute noch, trotz den hohen Sätzen, günstig dasteht im Vergleich mit anderen Ländern und dass es zweifellos eine Auswirkung des Finanzplatzes Schweiz war, dass in den zurückliegenden Jahren grosse Unterschiede zwischen den schweizerischen und ausländischen Hypothekarzinsen bestanden.

Die Syndizierungsvorschriften der Schweizerischen Nationalbank bedeuten zweifellos einen Schutz für die Schweizer Banken. Aber im Papier der Verwaltung, in der Botschaft des Bundesrates ist auch die Befürchtung ausgesprochen: Falls diese Regelung nicht mehr haltbar ist, hat dies einen weiteren Ausfall von 200 Millionen Franken zur Folge. Also beweist auch das die Empfindlichkeit des Finanzplatzes Schweiz.

Das Personalproblem bedeutet sicher eine Beschränkung und eine Schwierigkeit, aber wir haben doch die gleichen Personalprobleme mit qualifizierten Fachleuten in der Industrie. Veranlasst dies uns zu sagen, wir seien auch bei unserer Industrie an der Grenze angelangt, bedingt durch diese Personalprobleme? Man versucht, diese nach Möglichkeit zu überwinden, dank Schulung, dank Weiterbildung usw.

Der Kapitalexport umfasst doch nicht nur Mittel der Schweizer, sondern es sind Gelder, die auf dem Finanzplatz Schweiz angelegt werden und die von den Schweizer Banken weitergegeben werden. Somit werden darunter auch Mittel von Ausländern sein, die wieder exportiert werden. Wenn von der goldenen Brücke gesprochen wird, dann hat die Kommission erstens einmal aus der Kann-Formel die zwingende Formel gemacht, weil sie sehr dafür ist, dass der Bundesrat allfällige Massnahmen treffen kann. Aber sie hat die grössten Bedenken, dass dies zu spät geschieht. Wenn man dann reagiert, ist es zu spät. Diese 330 Millionen, die grösstenteils von Ausländern erhoben werden, sind doch von einer Grössenordnung, die jeden bei den Zinsen mit Bruchteilen rechnenden Anleger überlegen lässt, ob er noch in der Schweiz anlegen will – oder nicht doch besser im Ausland, wo diese 330 Millionen nicht anfallen.

Wir haben ja auch eine Art goldene Brücke gegenüber dem Bundesrat gebaut, im Zusammenhang mit einer Kompensation. Es wurde gesagt, dass man bei der direkten Bundessteuer je nach Ausgang der Revision die proportionale Besteuerung der juristischen Personen akzeptieren könnte. Ich glaube, das wäre mindestens eine so tragfähige Brücke wie diejenige des Bundesrates.

Ich will nicht länger werden. Aber diese Anleger, von denen wir 330 Millionen einziehen, sind nicht immer Spekulanten, sondern parkieren diese Gelder möglicherweise kurzfristig, weil sie sie für Einkäufe, für Beteiligungen, für Erwerb von Wertpapieren einsetzen, die dann auch wieder entsprechende Einnahmen für die Banken darstellen. Alle diese Belastungen und Zusammenhänge müssen berücksichtigt werden.

Aus diesen Gründen hat sich die Kommissionsmehrheit klar für die Streichung von Ziffer 6 entschieden.

**Bundesrat Stich:** Man kann natürlich über die Zinsentwicklung unterschiedlicher Meinung sein. Aber man muss auch die Realitäten sehen. Wir haben beispielsweise 1980 beim Zins für kurzfristige Anlagen, Dreimonatsanlagen, zwischen Schweizer Franken und Dollar eine Differenz von 8,2 Prozent gehabt. Heute, Herr Meier, ist die Differenz noch 0,6 Prozent. Diese Probleme müssen Sie beachten. Deshalb gibt es diese Auswirkungen bei uns.

Das ist doch einigermaßen erstaunlich, woher das Geld kommt. Es gibt vermutlich auch Schweizer im Ausland, die das Geld in der Schweiz anlegen. Es sind nicht nur Ausländer. Letztlich ist es der Kapitalexport der schweizerischen Volkswirtschaft. Wer auch immer dahinter steht, das spielt an sich keine Rolle. Tatsache ist, dass die Schweiz im Jahr netto einen Kapitalexport von 20 Milliarden hat. Deshalb ist es nicht zu verstehen, dass in der Schweiz die Zinsen so hoch sind.

Nun zur Frage der 330 Millionen. Sie sagen, der Kunde werde sich das schon überlegen. Ich habe Ihnen dargelegt, wie stark

der Kunde betroffen wird. Ich habe Ihnen gestern auch gesagt, dass wir den Banken – nicht den Bankkunden – gemäss unserer Rechnung 220 Millionen Franken schenken oder ihre Ertragslage um 220 Millionen Franken verbessern. 220 Millionen: Sehen Sie hier doch die Relationen. Wir haben auch weitere Entlastungen vorgenommen, 1986 beim Gold und bei der Verrechnungssteuer auf Interbankguthaben. Wir haben also den Kapitalverkehr zwischen den Banken völlig liberalisiert, es gibt dort keine Abgabe mehr.

Wir tragen immerhin auch wesentlich mit an den Abschreibungen, die die Banken für Kredite im Ausland machen, sie sind auch hier entlastet worden. Sie werden jetzt wieder entlastet, weil wir die Anforderungen an die Eigenmittel reduzieren – um etwa vier Prozent – und gleichzeitig nachrangige Anleihen gestatten, die angerechnet werden können an die Eigenmittel. Selbst wenn die Banken diese bescheidene Treuhänderabgabe nicht überwälzen könnten, könnten sie das Geschäft aus der heutigen Situation heraus weiterbetreiben. Das ist ganz offensichtlich.

Aber wesentlich ist, dass die Geschäfte in die Schweiz kommen und in der Schweiz sind; vielleicht aus anderen Gründen, nicht so sehr nur aus Kostengründen. Es gibt andere Gründe, die Sie so gut kennen wie ich. Deshalb glaube ich, dass es gar nicht so falsch und auch nicht ungerecht wäre, sie sehr, sehr bescheiden zu belasten.

Wir werden später vielleicht die Möglichkeit haben, noch eine Interpellation zu beantworten über die Verrechnungssteuer. Eines Tages wird vermutlich eine andere Lösung getroffen. Wenn wir uns europakonform verhalten wollen, werden wir auch in dieser Hinsicht noch einige Probleme zu lösen haben. Das ist ganz sicher. Ob die Lösungen dann zu unserer Freude ausfallen, das ist eine andere Frage. Deshalb sollte man doch dafür sorgen, dass der Druck auf eine Schweiz, in der man völlig unbelastet von Steuern durchkommen kann, nicht zu gross wird. Das allein wäre schon ein Grund, dieser Abgabe zuzustimmen.

Nun zur Befürchtung in bezug auf das Personal in der Industrie: Ich teile sie. Ich sehe auch keinen besonderen Grund, dauernd Leute in die Schweiz zu holen, um immer mehr für das Ausland zu produzieren. Das wird uns eines Tages Probleme geben, da bin ich Ihrer Meinung. Vielleicht wäre also auch dort etwas Zurückhaltung erforderlich. Schulung ist natürlich bei den Banken wichtig, genauso wie in der Industrie. Aber sie löst das Problem der Zahl der Arbeitskräfte auch nicht.

Ich bitte Sie also, dem Minderheitsantrag und dem Antrag des Bundesrates zuzustimmen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	32 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	6 Stimmen

**Meier Hans**, Berichterstatter: Mit der stillschweigenden Annahme der restlichen Ziffern dieses Artikels erklären Sie sich mit der Bereinigung der Numerierung und der Gleichstellung in der Reihenfolge der verschiedenen aufgeführten Arten einverstanden.

**Art. 4 Abs. 3, 4 (neu), Art. 5 Abs. 2 Bst. c, Art. 5a, 6 Abs. 1 Bst. f, Art. 7 Abs. 1 Bst. f (neu), Art. 8, 9 Abs. 1 Bst. c**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 4 al. 3, 4 (nouveau), art. 5 al. 2 let. c, art. 5a, 6 al. 1 let. f, art. 7 al. 1 let. f (nouvelle), art. 8, 9 al. 1 let. c**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### Angenommen – Adopté

**Art. 9a**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Masoni, Delalay, Gautier, Kündig, Reichmuth)

Die Abgabe auf Obligationen (Art. 4 Abs. 3) beträgt maximal 3 Prozent. Sie wird vom Nominalwert berechnet:

- zum Satz von 1,2 Promille ....
- zum Satz von 0,6 Promille ....

*Abs. 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 9a**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Masoni, Delalay, Gautier, Kündig, Reichmuth)

Le droit d'émission sur les obligations (art. 4 al. 3) s'élève au maximum à 3 pour cent. Il se calcule sur la valeur nominale:

- ....

*Al. 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Meier Hans**, Berichterstatter: Es liegt ein Minderheitsantrag vor, der die Abgabe bei Obligationen auf maximal drei Prozent begrenzen will. Das würde gemäss der Vorlage des Bundesrates einer Laufzeit von 25 Jahren entsprechen. Weil die Kommission davon ausging, dass bei den heutigen kurzfristigen Zinsbewegungen kaum Interesse für Obligationen mit mehr als 25 Jahren Laufzeit besteht, schien der Mehrheit diese Frage von untergeordneter Bedeutung. Ob unter den heutigen Verhältnissen noch Obligationen mit 30 oder gar 50 Jahren Laufzeit emittiert werden, schien fraglich.

Aus einer gewissen Unsicherheit über die Notwendigkeit einer solchen Regelung entschied sich die Mehrheit mit 8 zu 3 Stimmen für den Antrag des Bundesrates.

**M. Masoni**, porte-parole de la minorité: En séance de commission, la décision a été prise par 8 voix contre 3. Comme vous pouvez le voir sur le dépliant, nous sommes devenus 5, la commission se composant de 12 membres nous sommes maintenant 5 contre 7. La minorité se rapproche donc de la majorité.

Nous sommes dans le domaine de la taxe d'émission, c'est-à-dire celle qui est perçue à l'émission de titres. Auparavant, nous connaissions la taxe d'émission sur les actions. Par cette modification de la loi, nous introduisons la taxe d'émission aussi sur les obligations suisses comme mesure compensatoire. Sur les actions, on percevait et on perçoit encore une taxe d'émission de 3 pour cent, celle que l'on veut introduire sur les obligations se monterait à 1,2 pour mille par année. Pour une obligation à 25 ans, on atteindrait par conséquent 3 pour cent, pour celles à 25 ans et plus, ce chiffre pourrait être dépassé et l'on dépasserait du même coup celui qui est en vigueur pour les actions. Nous pensons que cette différence de traitement est injustifiée puisque les actions sont des papiers «éternels» dans le sens que le mot revêt à l'échelle humaine, les obligations, elles, ont en règle générale une durée réduite. Les actions produisent moins de revenus fixes soumis à l'impôt anticipé, par contre leurs plus-values sont plus élevées que celles des obligations; il n'y a donc pas de raisons d'aggraver la situation des obligations.

La limitation à 3 pour cent au maximum de la taxe d'émission sur les obligations n'est pas une disposition à effet immédiat: en réalité, vu le comportement du marché des intérêts, il n'y a pas un intérêt à l'émission d'obligations de longue durée, mais il fut un temps où les obligations à 30 ans étaient usuelles. Les collectivités publiques pratiquaient ainsi, les sociétés privées aussi. Si on devait revenir aux obligations à longue durée, il n'y a aucune raison de ne pas limiter à 3 pour cent la taxe perçue. Ce sera dans l'intérêt des collectivités publiques et pour éviter des distorsions. Procéder ainsi maintenant n'entraînerait aucun sacrifice. Si, par contre, nous ne

prévoyons pas de limite, son introduction le jour où les émissions à 30 ou 40 ans réapparaîtront sera difficile: donc leur émission en Suisse serait défavorisée.

Wir sind bei der Emissionsabgabe. Wir führen als Teilkompensation die Emissionsabgabe auf Obligationen ein. Die Logik würde verlangen, dass die Obligationen maximal wie die Aktien besteuert werden. Die Aktien werden bei der Emission mit 3 Prozent besteuert. Die Obligationen werden mit 1,2 Promille jährlich besteuert. Das bedeutet, dass nach 25 Jahren, d. h. für Obligationen mit einer Dauer über 25 Jahre, die Steuer, die jeweils am Anfang, d. h. bei der Emission zu entrichten ist, höher als 3 Prozent wäre.

Ist eine solche Benachteiligung gerechtfertigt? Ich sage nein. Warum? Weil die Obligation ein Papier ist, das sowieso beschränkt ist. Die Aktie ist nicht beschränkt, sie ist, im menschlichen Ausmass, ein ewiges Papier. Dazu kommt, dass die Obligation einen fast festen Zinssatz hat, so dass sie immer eine Quellensteuer abgibt. Die Aktie kann hingegen weniger Zinse aber dafür grössere Mehrwerte einbringen. Unter diesen Gesichtspunkten wäre es gerechtfertigt, dass die Obligationen unter 3 Prozent besteuert werden. Aber die Minderheit verlangt zumindest, dass ein Maximalsatz von 3 Prozent festgelegt wird wie bei den Aktien.

Heute ist die Sache nicht von speziellem Interesse. Warum? Weil der Zinsmarkt bedingt, dass praktisch keine langfristigen Obligationen ausgegeben werden. Niemand will sich verpflichten, für so viele Jahre hohe Zinsen zu bezahlen. Wir hatten aber Zeiten, wo langfristige Obligationen gebräuchlich waren, insbesondere für Gemeinden, für öffentliche Körperschaften.

Ich möchte, dass wir dafür sorgen, dass morgen, wenn die Zinsen niedriger werden sollten, nicht eine Verzerrung entsteht, also dass nicht bei der Ausgabe von Obligationen von 50 Jahren bereits am Anfang 6 Prozent Steuer zu entrichten wären. Ich glaube, es ist besser, heute diese zukünftige Verzerrung zu vermeiden, als morgen, weil wir wissen, wie schwierig es ist, später eine Aenderung durchzusetzen.

Aus diesen Gründen empfehle ich Ihnen, diesen Minderheitsantrag anzunehmen, der heute keine nachteiligen Folgen für die Bundeskasse hat.

**M. Ducret:** Je comprends le souci exprimé par M. Masoni au sujet de la charge que cela représente pour les emprunteurs, car, en définitive, cela constitue également une charge pour eux puisque, dans le prix de vente d'une obligation, on compte les frais et on doit baisser ce prix en fonction des charges supportées. Dans ces conditions, ne serait-il pas le lieu et le moment de faire un appel aux banques?

Que vient-il de se passer? Il y a un instant M. Masoni disait: «il y a des années, on empruntait à trente ans.» C'est vrai. Il y a dix ans, on empruntait à quinze ans, c'était courant et aujourd'hui on emprunte à sept, huit, ou dix ans. Or, dans le domaine bancaire, lorsqu'on empruntait à quinze ans et qu'on avait besoin pour trente ans d'une cinquantaine de millions de francs, on faisait deux emprunts successifs au taux des frais facturés par la banque de 1,5 pour cent. Cela représentait donc sur la période un total de 3 pour cent. Comme l'on est redescendu à dix ans au maximum, voire à sept ans, la charge que représentent les frais bancaires est augmentée et, au lieu de 3 pour cent, le coût est aujourd'hui de 4,5 pour cent.

Dire que telle ou telle taxe causerait des problèmes aux emprunteurs, posons alors la question aux banques! Que pensent-elles de cette augmentation de charges de près de 50 pour cent, importante pour les emprunteurs, et qui les conduit à devoir augmenter leur prix? Actuellement, les cantons, les collectivités publiques, les villes doivent supporter cette charge aggravée, en raison de la réduction de la durée. Personnellement, je comprends que l'on soit effrayé de ce 1,2 pour mille multiplié par le nombre d'années, en prétextant qu'à partir de vingt-cinq ans cela va faire une surcharge, mais aujourd'hui, la surcharge des frais bancaires sur les emprunts publics est sans commune mesure par rapport aux risques que vous dénoncez et c'est la raison pour laquelle je vous conseille de ne pas suivre la proposition de la minorité.

Pour terminer, je rappellerai que les emprunts de longue

durée, aujourd'hui, revêtent des caractéristiques très étonnantes, les emprunts de longue durée avec les coupons «zéro» notamment. Nous ignorons encore comment les traiter fiscalement et nous avons le plus grand souci de voir échapper, à l'échéance, le propriétaire de ces obligations qui ira, bien entendu, les négocier sous des cieux plus hospitaliers que les nôtres.

**Bundesrat Stich:** Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag abzulehnen. Man sollte hier doch davon ausgehen, dass die Emissionsabgabe, unabhängig von der Länge der Lauffrist, korrekt gleichviel pro Jahr beträgt. Man sollte nicht die lang- und langfristigen Obligationenanleihen begünstigen. Ich glaube, das ist nicht sehr sinnvoll, denn das sind in jedem Fall – Herr Masoni – sehr spekulative Papiere kein Mensch weiss, was er davon in 20, 30, 40 oder 50 Jahren zurückbekommt! Aber vielleicht denken Sie schon daran, dass man den Banken etwas entgegenkommen könnte, damit sie ihre nachrangigen Anleihen möglichst langfristig ausgeben können. Das ist denkbar, aber sinnvoll ist es nicht. Ich glaube auch nicht, dass ein grosser Bedarf nach langfristigen Anleihen vorhanden ist, weil das Währungsrisiko eindeutig zu gross ist.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	21 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	14 Stimmen

#### **Art. 10 Abs. 1 – 4, Art. 11 Bst. b**

##### *Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 10 al. 1 – 4, art. 11 let. b**

##### *Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### *Angenommen – Adopté*

#### **Art. 13 Abs. 2, 3**

##### *Antrag der Kommission*

##### *Abs. 2*

##### *Bst. a*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### *Bst. b*

.... Der Bundesrat hat die Ausgabe von ausländischen Titeln von der Abgabe auszunehmen, wenn ....

##### *Bst. c*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### *Bst. d, e*

##### *Mehrheit*

##### *Streichen*

##### *Minderheit*

##### *(Jaggi)*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

##### *Abs. 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 13, al. 2, 3**

##### *Proposition de la commission*

##### *Al. 2*

##### *Let. a*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

##### *Let. b*

.... le Conseil fédéral doit exonérer ....

##### *Let. c*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

##### *Let. d, e*

##### *Majorité*

##### *Biffer*

##### *Minorité*

##### *(Jaggi)*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

##### *Al. 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Meier Hans, Berichterstatter:** Bei Buchstabe b wurde mit 7 zu 2 Stimmen beschlossen, die zwingende Formulierung zu wählen. Der Bundesrat hat die Ausgabe von ausländischen Titeln von der Abgabe auszunehmen, während im Antrag des Bundesrates nur die Kann-Formel enthalten ist.

Bundesrat **Stich:** Ich möchte dagegen nicht opponieren. Trotzdem möchte ich feststellen, dass die Kann-Formel der Regierung eine gewisse Flexibilität gibt. Wenn man heute auf die öffentliche Diskussion abstellt, dann sind natürlich die Stempelabgaben von vornherein die Katastrophe für die Banken. Also müsste man sie längstens aufheben. Für den Bundesrat kann eine solche Meinung nicht Grund sein, etwas tun zu müssen; das möchte ich nur festhalten.

*Abs. 2 – Al. 2*  
*Bst. a, c – Let. a, c*  
*Angenommen – Adopté*

*Bst. b – Let. b*  
*Angenommen gemäss Antrag der Kommission*  
*Adopté selon la proposition de la commission*

*Bst. d – Let. d*

Mme **Jaggi**, porte-parole de la minorité: Nous parlons ici de papiers monétaires au sens défini à l'article 4, alinéa 4, du projet de loi, c'est-à-dire des obligations ayant une durée contractuelle fixe ne dépassant pas 12 mois. Ces papiers monétaires sont soumis en Suisse à un droit d'émission qui s'élève à 0,6 pour mille calculé sur la valeur nominale pour chaque jour de la durée contractuelle à 1/360e. C'est ce que préconise l'article 9 a nouveau, alinéa 2, qui n'a fait l'objet, en commission et en plénum, d'aucune discussion.

À l'article 13, alinéa 2, lettre d, il s'agit d'instaurer une égalité de traitement en ce qui concerne les papiers monétaires émis par une personne domiciliée, elle, à l'étranger. Cette égalité de traitement, expressément voulue par le Conseil fédéral qui sait, bien entendu, que l'on ne peut pas saisir de tels papiers monétaires au moment de l'émission mais seulement au moment de la négociation, nous paraît tout à fait judicieuse.

Je rappellerai que les papiers monétaires étrangers sont déjà imposés, et que la nouveauté dans le système d'imposition préconisé par le Conseil fédéral et par la minorité consiste en la prise en considération de la durée. Cette imposition, qui concernerait aussi bien l'émission pour les papiers monétaires suisses que la négociation pour les papiers monétaires étrangers, doit tenir compte de la limite de durée et le fait que tel n'ait pas été le cas jusqu'à maintenant a considérablement gêné le commerce de papiers monétaires qui pouvait s'avérer prohibitif du fait de rendements éventuellement négatifs, notamment à court terme pour des papiers émis pour trois à six mois comme cela se fait couramment sur un marché monétaire.

C'est donc d'une part pour rendre à ce marché ses possibilités d'existence pour le court terme et, d'autre part, dans l'optique d'une égalité de traitement fiscal entre papiers monétaires suisses – qui n'ont fait l'objet d'aucune discussion – et étrangers que je vous propose d'accepter l'article 13, alinéa 2, lettre d, dans la version du Conseil fédéral.

**Meier Hans, Berichterstatter:** Mit Stichentscheid, 6 zu 5 Stimmen, wird Streichung von Buchstabe d beantragt. Mit der bundesrätlichen Lösung würden ausländische Geldmarktpapiere schlechter gestellt als die von der Umsatzabgabe befreiten inländischen Titel, da die bis heute nicht existierenden Geldmarktpapiere inländischer Schuldner nur einer *pro-rata*-Emissionsabgabe unterworfen sind. Dazu kommt: Bei der Emission ausländischer Anleiheobligationen nach dem Revisionsvorschlag sind diese umsatzstempelfrei. Hingegen wären die Ausgaben der kurzfristigen, noch empfindlicheren Geldmarktpapiere ausländischer Schuldner umsatzstempelpflichtig. Eine solche Lösung wäre mehr als fragwürdig. Wenn dieser Entscheid sehr knapp ausfiel, so deshalb, weil ei-

nige Unsicherheit bestand, was unter dem Titel «Geldmarktpapiere» verstanden wird. Bei der zweiten Lesung verfügte man über eine von der Eidgenössischen Steuerverwaltung gewünschte schriftliche Information, die aber zu keinem Rückkommensantrag führte.

Die Kommissionsmehrheit, die allerdings sehr knapp war, beantragt Streichung.

Bundesrat **Stich:** Man kann sich fragen, ob es einen Sinn hat, hier noch über solche Fragen zu diskutieren. Es bedeutet natürlich primär wieder einen weiteren Ausfall von Einnahmen, das ist ganz selbstverständlich. Zum ändern muss man aber sagen, der Bundesrat hält trotzdem daran fest, dass die von einem Ausländer ausgegebenen Geldmarktpapiere eben doch einer Abgabe zu unterstellen sind, und zwar *pro rata temporis*, um eine Gleichstellung zu ermöglichen. Die inländischen Geldmarktpapiere unterliegen zwar keiner Umsatzabgabe, das ist richtig, aber wir haben auch (oder sollen es wenigstens bekommen) eine Emissionsabgabe, die *pro rata temporis* erhoben wird, so dass wir hier sachlich eine Gleichstellung erreichen.

Deshalb bitte ich Sie, den Minderheitsantrag und damit den Bundesrat zu unterstützen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit	24 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	8 Stimmen

*Bst. e – Let. e*

Mme **Jaggi**, porte-parole de la minorité: C'est inutile après la décision prise à l'article premier, alinéa premier, lettre b, chiffre 6.

**Meier Hans, Berichterstatter:** Wie Frau Jaggi eben erwähnt hat, ist der grundsätzliche Entscheid schon durch den Beschluss bei Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe b gefallen, so dass konsequenterweise hier Buchstabe e gestrichen werden muss.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*  
*Adopté selon la proposition de la majorité*

*Abs. 3 – Al. 3*  
*Angenommen – Adopté*

**Art. 14 Abs. 1 – 3**  
*Antrag der Kommission*  
*Abs. 1*

*Bst. a, c*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
*Bst. f*

*Mehrheit*  
.... in einer fremden Währung erfolgen; (Rest des Buchstabens streichen)

*Minderheit*  
(Jaggi)  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Bst. g*  
*Mehrheit*  
.... Mit in- und ausländischen ....

*Minderheit*  
(Jaggi)  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Bst. h*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2, 3*  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 14 al. 1 – 3**  
*Proposition de la commission*  
*Al. 1*

*Let. a, c*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Let. f****Majorité**

.... en monnaie étrangère; (Biffer le reste de la lettre)

**Minorité**

(Jaggi)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Let. g****Majorité**

.... suisses et étrangers;

**Minorité**

(Jaggi)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Let. h**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Al. 2, 3**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Abs. 1 Bst. a, c – Al. 1 let. a, c**

*Angenommen – Adopté*

**Abs. 1 Bst. f – Al. 1 let. f**

**Meier** Hans, Berichterstatter: Bei Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe f beantragt die Mehrheit, den letzten Satz zu streichen. Er lautet: «Die Ausnahme erstreckt sich nicht auf ausländische Geldmarktpapiere im Sinne von Artikel 4 Absatz 4.» Aufgrund des gefassten Beschlusses ist dieser letzte Satz zu streichen.

Mme **Jaggi**, porte-parole de la minorité: C'est déjà tranché.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Abs. 1 Bst. g – Al. 1 let. g**

**Meier** Hans, Berichterstatter: Hier muss aufgrund des vorhin gefassten Beschlusses die Formulierung lauten: «Der Handel mit in- und ausländischen Geldmarktpapieren .... ». Ich beantrage in diesem Sinne Zustimmung zur Mehrheit.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Abs. 2, 3 – Al. 2, 3**

*Angenommen – Adopté*

**Art. 16a**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 16b**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Streichen

*Minderheit*

(Jaggi)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 16b**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

Biffer

*Minorité*

(Jaggi)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Meier** Hans, Berichterstatter: Die vorhin gefassten Beschlüsse machen es notwendig, dass Artikel 16b gestrichen wird.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 18 Abs. 3**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

.... Ausweise über Unterbeteiligungen ....

*Minderheit*

(Jaggi)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 18 al. 3**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

.... des documents relatifs à des sous-participations ....

*Minorité*

(Jaggi)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Meier** Hans, Berichterstatter: Ebenfalls aufgrund der vorhin gefassten Beschlüsse muss diese Bestimmung in dem Sinn abgeändert werden, dass dieser Absatz nun lautet: «Der Effektenhändler gilt ferner als Vertragspartei, wenn er Ausweise über Unterbeteiligungen an Darlehensforderungen ausgibt.» Der Rest dieses Satzes über die Begründung von Treuhandanlagen muss gestrichen werden.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit*

*Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 19**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 22**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

a. .... (Kapital- und Rentenversicherung); (Rest des Buchstaben streichen)

*Minderheit*

(Jaggi)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 22**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

a. De l'assurance sur la vie (assurance d'un capital ou d'une rente); (Biffer le reste de la lettre)

*Minorité*

(Jaggi)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Art. 24**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

**Abs. 1**

.... Barprämie; für die Haftpflicht- und die Fahrzeugkaskoversicherung beträgt sie 1,25 Prozent.

*Minderheit*

(Jaggi)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 24**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

**Al. 1**

...., s'élève à 5 pour cent; pour l'assurance de la responsabilité civile ....

*Minorité*

(Jaggi)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Meier Hans**, Berichterstatter: Ich möchte vorschlagen, dass Artikel 22 Buchstabe a und Artikel 24 Absatz 1 zusammen diskutiert werden, weil ein engster Zusammenhang besteht.

Bei Artikel 22 Buchstabe a ist der weitere Text nach der in Klammer erwähnten Kapital- und Rentenversicherung zu streichen, und zwar deshalb, weil einmal gewisse Bedenken hinsichtlich der Verfassungsmässigkeit der Wiedereinführung des Stempels auf Lebensversicherungen bestehen. Es wird hier auf Artikel 34quater Absatz 6 verwiesen.

Dann bestehen auch Bedenken hinsichtlich einer solchen Lösung, weil sie als unsozial gilt. Sie trifft besonders diejenigen Vorsorgewilligen, welche kein Erwerbseinkommen erzielen und sich daher weder in der beruflichen noch in der steuerbegünstigten gebundenen Vorsorge versichern können. Man muss auch daran denken, dass ein Vater für seine Kinder Ausbildungsver sicherungen in Form von Lebensversicherungen abschliesst, damit ein Studium, eine Ausbildung garantiert werden kann, ohne sich allein auf mögliche Stipendien auszurichten.

Es bestehen auch zu Regelungen in anderen Ländern, die in der Botschaft dargestellt sind, wesentliche Unterschiede. Es gibt eine Reihe von Ländern, die die Prämien nicht belasten. Es gibt andere, die dies tun. Unter anderem wird Frankreich auf den 1. Januar 1990 die bisher bestehende Belastung abschaffen.

Mit 8 zu 3 Stimmen hat die Kommission die Wiedereinführung abgelehnt. Im gleichen Stimmenverhältnis wurde auch die damit im Zusammenhang stehende Korrektur von Artikel 24 Absatz 1 beschlossen.

Es wurde auch die Frage aufgeworfen, weshalb der Bundesrat dazu komme, die Abgabe auf Lebensversicherungen bei 2,5 Prozent anzusetzen, während für die Haftpflicht- und Fahrzeugkaskoversicherungen nur 1,25 Prozent belastet würden. Wir haben die Auskunft erhalten, dass der Bundesrat mit Rücksicht auf den immer wieder geäusserten Vorwurf, die Automobilisten seien je länger, je mehr die Milchkuhe der Eidgenossenschaft, auf eine Aenderung bei diesem Satz verzichtet hat. Ich beantrage Ihnen bei beiden Artikeln Zustimmung zur Kommissionsmehrheit.

**Mme Jaggi**, porte-parole de la minorité: En ce qui concerne l'article 22, lettre a ainsi que l'article 24, alinéa premier, qu'il convient effectivement de traiter ensemble, nous avons affaire à une proposition du Conseil fédéral qui nous enjoint de soumettre les primes d'assurance-vie dans le cadre de la prévoyance individuelle libre à un droit de timbre de 2,5 pour cent. Le prélèvement du droit de timbre sur ces primes d'assurance-vie, capital ou rente, a été supprimé en 1973.

Par ailleurs, figure dans notre constitution, depuis la votation concernant le système de prévoyance vieillesse en décembre 1972, un article 34quater avec un alinéa 6 qui précise que «la Confédération, en collaboration avec les cantons, encourage la prévoyance individuelle – celle dont nous parlons – notamment par des mesures fiscales et par une politique facilitant l'accession à la propriété».

Ce mandat constitutionnel est-il en contradiction avec la proposition du Conseil fédéral qui n'aurait pas lu notre chartre fondamentale ou a-t-il été rempli dans l'intervalle? Je suis convaincue, comme le Conseil fédéral, que ce mandat a été rempli, et cela par deux types de mesures d'une grande importance, à savoir en tout premier lieu la loi sur la prévoyance professionnelle (LPP) entrée en vigueur au début de 1985 et surtout les dispositions de la fameuse OPP3, ordonnance sur la prévoyance professionnelle individuelle liée, qui fait l'objet d'un traitement privilégié, notamment sur le plan fiscal – ce qui est un gros argument de vente pour cette forme de prévoyance. Ainsi, il est tout à fait autorisé de considérer que cette forme de troisième pilier ou de prévoyance individuelle qui doit, selon le mandat constitutionnel, être privilégiée, l'a bel et bien été par la loi et par l'ordonnance précitée, si bien que l'on peut, pour ce type d'assurance, rétablir le droit de timbre sur les primes.

Cette mesure dont la constitutionnalité me paraît démontrée n'est-elle pas, comme on le lui a reproché, antisociale? Il faut voir qui elle touche et qui paiera les quelques 100 millions de

francs que le projet du Conseil fédéral prévoit d'encaisser au titre des articles 22 et 24 du projet de loi sur le droit de timbre. Ce système pénalise les personnes qui prennent de leur propre initiative des mesures de prévoyance et non pas les compagnies d'assurance. On retrouve ici un problème que l'on a eu notamment à propos de l'imposition de certaines prestations bancaires, qui est en fait à la charge des clients des banques. Ici, nous avons de toute évidence un droit de timbre payé en définitive par les assurés eux-mêmes et non pas par les compagnies d'assurance qui jouent le rôle de simples intermédiaires pour la perception.

Quelle catégorie d'assurés est susceptible de payer les 100 millions de francs en question? Ce sont les personnes non actives qui cherchent à se constituer un troisième pilier, mais qui ne peuvent le faire selon les dispositions précitées de l'OPP 3, de la prévoyance liée. Les gens qui, n'exerçant pas d'activité lucrative, souhaitent se constituer un troisième pilier, par une assurance, n'appartiennent pas à la catégorie des personnes sans revenus; elles ont précisément des revenus, mais extra-professionnels, du type rentes et non pas de leur travail. Je crois que c'est un type d'assurés que nous n'avons pas à considérer comme socialement dignes de protection au même titre que ceux qui exercent une activité lucrative et qui souhaiteraient, en plus du deuxième pilier désormais obligatoire, s'en constituer un troisième par la voie d'une assurance et non pas par une épargne simple. Je rappelle à ce propos que le produit de l'épargne est entièrement imposé et qu'il nous paraît que la constitution du troisième pilier, en ses formes non fiscalement privilégiées, doit également l'être.

Voilà ce qui nous pousse à maintenir la proposition concernant les articles 22a et 24, alinéa premier, du Conseil fédéral et à ne pas biffer la deuxième partie de l'article 22, lettre a, qui exonère seulement les primes payées au titre de la prévoyance professionnelle et au titre de la prévoyance individuelle liée.

**Jagmetti**: Ich bitte Sie, dem Mehrheitsantrag zu folgen. Lebensversicherungsprämien wurden früher – Frau Jaggi hat darauf hingewiesen – belastet. Nur betrug damals der Satz 0,5 Prozent. Da wurde aus der Erkenntnis heraus, dass diese Belastung auch sozialpolitisch nicht sinnvoll ist, die Stempelsteuer auf der Lebensversicherung fallengelassen; nun soll sie wieder eingeführt werden, zu einem fünfmal so hohen Satz wie früher. Es geht bei diesem Teil der Vorlage nicht um eine Entlastung. Es geht bei diesem Teil der Vorlage um eine Neubelastung, der sich die Kommissionsmehrheit widersetzt.

Ich bin mir bewusst, dass hier von Einmaleinlagen gesprochen wird, und dass argumentiert wird, die Einmaleinlagen müssten wir belasten, so wie wir auch die Emission inländischer Titel bzw. deren Umsatz belasten. Aber eine Einmaleinlage bei der Lebensversicherung ist keine reine Anlage, sie enthält immer auch eine Risikoübernahme. Vor allem aber: Diese Einmaleinlagen sind eine der Formen. Die übliche Form aber ist jene, bei der der Versicherte zwei oder viermal im Jahr seine Prämie einbezahlt und dies über Jahre, ja Jahrzehnte hinweg. Das soll nach der bundesrätlichen Vorlage eben auch belastet werden.

Wenn nun dieser Sparer für seine eigene Zukunft sorgt, ausserhalb dessen, was in der zweiten Säule oder in der dritten Säule als Kompensation der zweiten Säule vorgesehen ist, dann macht er etwas, das in der Verfassung ausdrücklich anerkannt ist. Wir haben nicht das Zweisäulenprinzip, sondern das Dreisäulenprinzip der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge. Hier geht es um die dritte Säule. Es geht nicht um irgendeine Kapitalanlage, sondern um eine von der Verfassung anerkannte Form der Vorsorge.

Nun wird diese Vorsorge ja bezahlt aus Einkünften, die der Steuer unterliegen. Frau Jaggi hat von der Privilegierung gesprochen, die darin besteht, dass nach geltendem Bundessteuerrecht der Steuerpflichtige einen Abzug machen kann: 1100 Franken für Unverheiratete, 2200 für Verheiratete plus einen Kinderabzug. Umgekehrt versteuert er dann aber die Rente, wenn auch nicht zum vollen, sondern zu einem reduzierten Satz. Aber die eingesetzten Mittel sind nicht einfach einkommenssteuerfrei, sondern werden grundsätzlich bei Zu-

lassung eines Abzuges belastet und werden dann bei der Rentenauszahlung noch einmal (zu einem reduzierten Satz) belastet. Es geht also um eine Zusatzbelastung mit einer indirekten Steuer.

Hinzu kommt, dass diese Zusatzbelastung des Sparens mit der indirekten Steuer in einem Gegensatz steht zu Entlastungen, für die sozialpolitisch gesehene ein bedeutend geringere Rechtfertigung vorliegt. Ich möchte Ihnen das an zwei Beispielen zeigen. Bei der Warenumsatzsteuer umfasst die Freiliste alle Lebensmittel, auch die Luxuslebensmittel. Wenn die Entlastung vollständig gerechtfertigt ist für den normalen Lebensmittelkonsum, so muss man sich doch fragen, ob sie das auch bei den Luxuslebensmitteln ist. Nun gut, werden Sie sagen. Aber warum sollen wir den Kaviarkonsumenten nicht belasten, wohl aber den Sparer mit seiner Lebensversicherung?

Das zweite Beispiel ist vom Herrn Kommissionspräsidenten schon genannt worden. Die Autokaskoversicherung soll nach dem bundesrätlichen Vorschlag mit 1,25 Prozent belastet werden, die Lebensversicherung mit dem doppelten Ansatz: Wer für sein Auto sorgt, wird nur halb so stark zur Kasse gebeten, wie jener der für sein Alter und für den Fall seiner allfälligen Invalidität vorsorgt. Ist das logisch?

Es geht bei diesem Antrag der Kommissionsmehrheit sicher nicht um den Finanzplatz Schweiz. Die vielen Tausenden und Abertausenden von Versicherten werden nicht abwandern, und sie haben auch nicht die Möglichkeit, unter verschiedenen Finanzplätzen den für sie vom steuerrechtlichen Standpunkt aus günstigsten Platz zu finden. Sie werden hier bleiben, aber sie werden belastet sein.

So geht es bei dieser Bestimmung nicht um eine Entlastung von irgend jemandem, sondern um die Rolle, die wir der dritten Säule im Rahmen unseres Vorsorgesystems beimessen. Frau Jaggi hat Artikel 34quater Absatz 6 der Verfassung zu Recht zitiert. Es geht dort nicht um die zweite, sondern um die dritte Säule: «Der Bund fördert in Zusammenarbeit mit den Kantonen die Selbstvorsorge, insbesondere durch Massnahmen der Fiskal- und Eigentumspolitik.»

Fragen wir uns doch, was wir bisher für diese dritte Säule getan haben. Herzlich wenig, werden Sie sagen. Aber jetzt tun wir etwas gegen sie, jetzt belasten wir sie neu mit einer Abgabe von 2,5 Prozent auf den Prämien, und das scheint mir der verfassungsmässigen Zielvorstellung nicht zu entsprechen.

Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

**Küchler:** Ich möchte mich meinerseits für den Mehrheitsantrag aussprechen, denn auch ich hege verfassungsrechtliche Bedenken, entgegen den Ausführungen von Frau Kollegin Jaggi. Wir führen entgegen dem Verfassungsauftrag zur Gewährung von Steuererleichterungen wieder für alle drei Säulen eine Aufstockung, nämlich die seinerzeit abgeschaffte Abgabe, ein. Dies läuft tatsächlich dem Verfassungsauftrag gemäss Artikel 34quater Absatz 6 der Bundesverfassung zuwider.

Dies bestätigt übrigens ein ausführliches Gutachten von Herrn Professor Grisel vom Januar 1989. Eine nur auf Lebensversicherungsprämien beschränkte Stempelsteuer wäre eine ausgesprochen rechtungleiche Behandlung von Bank- und Versicherungssparern. Denn mit der Vorwegbesteuerung eines Teils der Prämie privater Lebensversicherungen würde im Verhältnis zu den Banken ein Konkurrenznachteil für die Lebensversicherungen geschaffen.

Aber auch gegenüber den Feststellungen von Frau Kollegin Jaggi und Herrn Kollege Miville – der sich gestern *expressis verbis* hinter den Minderheitsantrag gestellt hat – möchte ich sozialpolitische Bedenken äussern. Die mit dem Stempel beabsichtigte Schröpfung des Versicherungssparers ist um so stossender, als sie zur Benachteiligung des eigenverantwortlich vorsorgenden Versicherungsnehmers – je nach Vorsorgeform – führen würde.

Lebensversicherungen sind ja nicht nur eine Sparform der Reichen. Sie sind sozialpolitisch nach wie vor wichtig. Es können sich nämlich nicht alle an der steuerbegünstigten beruflichen oder gebundenen Vorsorge beteiligen. Man denke etwa an die Nichterwerbstätigen oder an die Hausfrauen. Gerade für sie

besteht ja ein echter Vorsorgebedarf für den Fall von Tod und Invalidität.

Die Wiedereinführung des Stempels auf Lebensversicherungsprämien würde zwangsläufig auch eine Beschränkung der Wahlmöglichkeit des einzelnen nach sich ziehen, seine individuelle Vorsorge nach seinen persönlichen Bedürfnissen und nach eigenem Gutdünken auszugestalten. Sie wäre auch ausgesprochen unsozial. Der Stempel würde nämlich sämtliche privaten Lebensversicherungen erfassen, während nach früherem Recht Prämien für Versicherungen unter 5000 Franken Versicherungssumme von der Abgabe befreit waren.

Schliesslich noch ein wirtschaftlicher Aspekt: Der Einführung des Lebensversicherungsstempels laufen klar die Bestrebungen der EG entgegen, welche auf eine Aufhebung sämtlicher Rechtsverkehrssteuern gerichtet sind. Nach der Verwirklichung eines voll liberalisierten EG-Binnenmarktes würde also eine Stempelsteuer auf Lebensversicherungsprämien offensichtlich zu einem Konkurrenznachteil für die Schweiz gegenüber den EG-Staaten führen. Dass Versicherungen abwandern würden – Herr Kollegé Jagmetti ist da zwar anderer Meinung –, müsste befürchtet werden. Wenn es zu Abwanderungen käme, wäre das sicher zum Nachteil unseres Landes, weil auch die Lebensversicherungen von Personen mit Wohnsitz im Ausland vom Stempel erfasst würden.

Aus all diesen Gründen, also aus rechtlichen, sozialpolitischen und wirtschaftlichen Gründen, möchte ich Sie bitten, der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

**M. Gautier:** J'ai déjà dit hier dans le débat d'entrée en matière que je considérais que cette imposition d'un droit de timbre sur les primes d'assurance-vie était à la fois anticonstitutionnelle et antisociale. Sur le débat constitutionnel, je n'ai pas grand chose à ajouter à ce que vient de dire le spécialiste en la matière qu'est M. Jagmetti, mais je voudrais quand même rappeler que l'article 34quater a été adopté en votation populaire le 3 décembre 1972. La date présente un certain intérêt puisque c'est juste après l'acceptation de cet article qu'on a supprimé, en 1973, le droit de timbre sur les primes d'assurance-vie. On nous propose maintenant d'oublier la votation populaire de 1972 et de réintroduire ce droit de timbre. Je voudrais citer ici l'avis de droit que j'ai déjà évoqué hier, celui du professeur Grisel de l'Université de Lausanne, qui a écrit ceci: «Si le législateur revenait maintenant sur l'abrogation comme l'envisage le Département fédéral des finances, il contredirait la volonté clairement exprimée à l'alinéa 6 de l'article 34quater ainsi que dans les travaux préparatoires. La contradiction paraîtrait d'autant plus frappante que le taux prévu pour l'assurance-vie serait cinq fois plus élevé que par le passé.» Il ne fait aucun doute, à mon avis, que si nous rétablissons le droit de timbre sur les primes d'assurance-vie, nous contrevenons à la volonté du peuple et des cantons clairement exprimée en 1972. Sur le plan social, qui contracte une assurance-vie? Il est vrai qu'il y a des gens à très gros revenus, à très grosse fortune, qui y voient un moyen de placement, mais il y a surtout et avant tout un certain nombre de petits épargnants pour qui l'assurance-vie est une forme de placement sûr, qui garantit non seulement un capital en cas de survie mais qui couvre en même temps le risque d'un décès prématuré. Là je suis un peu étonné que Mme Jaggi n'ait pas pensé, en tant que femme et en tant que socialiste, à la situation d'un certain nombre de femmes mariées, qui travaillent dans leur ménage, et qui ne peuvent pas cotiser au deuxième pilier. Pour ces dernières, la constitution d'un petit capital pour la vieillesse peut être intéressante. Enfin, il ne faut pas non plus oublier que le fait de constituer un capital grâce à une assurance-vie peut être un moyen d'acheter par la suite un logement, et l'accès au logement est quelque chose que nous devons continuer à favoriser et non pas à empêcher en introduisant des taxes sur la constitution du capital. Il est vrai que les personnes, qui se constituent un capital sous d'autres formes, par exemple sous forme de placements mobiliers, par l'achat de titres, sont soumises au droit de timbre, mais ce n'est pas une raison suffisante pour entraver le développement de l'assurance-vie qui, pour les petits épargnants, est un moyen relativement facile de se constituer un modeste capital.

C'est pourquoi je vous invite à suivre l'avis de la majorité de la commission.

**M. Ducret:** Les discours genevois se suivent et se contredisent parfois. Mais enfin, du choc des idées naît quelquefois l'invention et il ne faut pas la craindre.

Notre discussion de ce jour comprend quatre points principaux. Le premier était la suppression du droit de timbre dans les transactions étranger/étranger et sur la constitution des stocks. Nous avons suivi le Conseil fédéral et nous avons bien fait.

Le deuxième était l'imposition des émissions d'obligations *pro rata temporis*. Là aussi nous avons suivi le Conseil fédéral et nous avons bien fait.

Le troisième était la proposition de taxer les transactions à titre fiduciaire. Nous n'avons pas suivi le Conseil fédéral et nous avons bien fait.

Mais, maintenant, nous nous trouvons en face d'un quatrième point tout aussi important parce qu'il assure un certain équilibre. Si nous voulons bien faire, nous devons suivre le Conseil fédéral, non la majorité de la commission, et cela pour deux raisons. En effet, on ne peut pas respecter le budget de la Confédération sans un certain nombre de rentrées fiscales. Or, le quatrième point en prévoit une tout à fait logique: ne pas prélever de droit de timbre sur les assurances-vie qui ne font pas partie du deuxième pilier. Arrêtons d'argumenter sur les aspects sociaux de l'opération! Les assurances du deuxième et du troisième pilier, soit les assurances-vie à capitalisation, sont comprises, et il n'y a pas de problème.

Mais si nous voulons établir une égalité de traitement entre les gens qui font de la prévoyance, il faut être logique. L'assurance-vie n'est pas la seule manière de se protéger durant les jours plus difficiles ou la vieillesse. Quatre grands moyens existent. Un de ceux-là – M. Gautier vient de l'évoquer à juste titre – est l'accession à la propriété. Si cette dernière n'est pas touchée par le droit de timbre, elle l'est durement par les droits d'enregistrement cantonaux et les taxes de transaction.

Les autres placements sont ceux faits en obligations qui assurent une sécurité identique à celle d'une assurance-capitalisation, avec en moins un risque qui n'est pas pris en compte, mais en plus des intérêts confortables qui peuvent permettre, simultanément, de contracter une assurance risques purs. Le couplage, placement en obligation et assurance-risques purs, est une méthode aussi intéressante que celle de l'assurance-capitalisation qui ne vous sert, en général qu'à l'échéance, un capital fortement réduit par rapport aux primes payées annuellement.

Enfin, le quatrième pilier des placements pour la prévoyance est – et il faut l'encourager – le placement en actions. Nous avons d'ailleurs procédé à un tel encouragement par l'ouverture aux caisses de prévoyance de placements en actions dans des entreprises industrielles ou commerciales de Suisse. Ces placements sont doublement utiles: premièrement pour l'économie du pays, parce que l'on investit en actions, système recommandé dans toute l'Europe; deuxièmement, ils constituent une protection contre l'érosion de la monnaie puisque les actions, en principe, devraient progresser au fur et à mesure que la monnaie régresse; troisièmement, elles assurent un rendement intéressant.

Mais me direz-vous, lorsque ces actions sont acquises dans le cadre de la prévoyance, les exonère-t-on? La réponse est non. Il y a donc inégalité de traitement selon la forme de prévoyance adoptée. On rétablirait donc une certaine justice en fixant un droit de timbre sur les assurances-vie et capitalisation qui ne sont pas comprises dans la LPP, premier, deuxième ou troisième pilier.

Quelque chose est encore plus injuste dans le fait de ne pas suivre le Conseil fédéral. Le lobby des assureurs nous fait-il tellement peur? A-t-il suffi qu'une ou deux lettres nous préviennent d'un référendum? A-t-on vraiment osé prélever 135 millions de francs par an au détriment des camionneurs et n'ose-t-on pas prendre 105 millions aux assureurs? N'êtes-vous pas gênés par cette situation? N'y attachez-vous aucune importance? Sachez que la propagande actuellement faite en matière d'assurances-vie de ce type, auxquelles je suis d'ailleurs

assuré et qui sont importantes par les primes qu'elles exigent, ne touche pas les classes modestes, les femmes au foyer. Ne rêvons donc pas! Quelle ménagère pourra prendre dans le panier des commissions, les 10 000 francs par année nécessaires au paiement de telles primes? Tout à l'heure on parlait de caviar, mais il n'y aura même plus de pommes de terre! Il faut avoir les pieds sur terre. Nous connaissons les vendeurs d'assurances, nous savons vers qui les démarcheurs se tournent et quel est le volume des primes. Ne parlons donc pas de social, ce domaine est une pure concurrence aux banques.

Lors du débat d'entrée en matière déjà, j'ai relevé que, dans trois ans environ, les établissements bancaires offriront des assurances et feront remarquer à leur clientèle qu'un droit de timbre est prélevé sur les placements en actions alors qu'il ne l'est pas sur les assurances qui accordent en outre un supplément quant au risque de mort. Dans moins de trois ans, nos banques procéderont de la même façon que les établissements allemands aujourd'hui.

A ce moment-là, on aura perdu davantage dans le domaine du droit de timbre que ce qu'on espère gagner maintenant. Par conséquent, il est raisonnable de suivre le Conseil fédéral.

**Mme Jaggi,** porte-parole de la minorité: J'aimerais rappeler très brièvement, après ce que vient de dire M. Ducret, qu'un de nos trois grands établissements bancaires suisses est justement entré dans l'assurance il y a environ dix jours et se prépare, dans un esprit de prévoyance particulièrement remarquable, aux lendemains du marketing des assurances.

Je voudrais également répondre à M. Jagmetti qui s'insurge de voir en même temps l'exonération du caviar, qui figure sur la liste franche de l'ICHA comme tout autre produit alimentaire, et l'imposition éventuelle des primes d'assurance du troisième pilier de la prévoyance individuelle libre. A mes yeux, Monsieur Jagmetti, les consommateurs de caviar sont aux acheteurs de pain ou de pommes de terre, ce que les assurés de la prévoyance individuelle libre sont aux simples assurés du deuxième pilier, ou aux affiliés d'une caisse de pension ou aux simples épargnants. C'est la clientèle de «haut de gamme», comme on dit dans le marketing, qui est visée par cette prévoyance individuelle, non liée, touchée par cette soumission au droit de timbre.

Quant aux ménagères dont M. Gautier se préoccupe – et je l'en remercie – qu'il sache bien que j'y avais pensé; comme M. Ducret, je crois que la femme au foyer, qui a la chance de ne pas avoir l'obligation d'exercer une activité lucrative à l'extérieur de son domicile, utilise tous autres moyens, si elle en a suffisamment, pour se constituer son propre capital de prévoyance en recourant tout simplement à l'épargne pour avoir un capital pour «après» sans préciser de date d'échéance.

Telles sont les raisons supplémentaires pour lesquelles je pense qu'il faut en rester à la proposition du Conseil fédéral.

**Jagmetti:** Es geht tatsächlich um die dritte Säule. Aber die dritte Säule, Frau Jaggi, ist nicht eine Luxusssäule, sondern eine von der Verfassung anerkannte Form der Vorsorge. Ich bitte Sie einfach, dieser Form der Vorsorge auch ihre Bedeutung beizumessen.

**Miville:** Erlauben Sie mir, noch einige Gedanken zu äussern, nachdem ich vorhin von Herrn Küchler angesprochen worden bin. Es ist Dezember: Je länger dieser Vormittag geht und je mehr Geschenke verteilt werden, um so weihnachtlicher ist mir zumute. Sie sind nun daran, ein weiteres Geschenk zu beschliessen. Sie argumentieren gegen eine bestimmte steuerliche Belastung, und ich muss zugeben: gegen jede steuerliche Belastung können irgendwelche Argumente ins Feld geführt werden. Sie müssen sich nur über die Totalität der Einnahmen, auf die hier zulasten des Bundes geschenkwiese verzichtet wird, im klaren sein. Die grösseren Posten haben Sie mit Rücksicht auf den Finanzplatz Schweiz im internationalen Finanzgefüge beschlossen. Dieses Argument spielt hier keine Rolle. Das können Sie hier vergessen. Es geht jetzt um die Lebensversicherungen. Es geht um über 100 Millionen, welche hier vom Bund erhoben werden sollen, als – summenmässig –

kleine Kompensation im Vergleich zu dem, was Sie an Ausfällen bereits beschlossen haben.

Nun möchte ich doch einfach auf eines hinweisen: Die dritte Säule ist im Gefüge der Bundessteuer bereits ausserordentlich privilegiert – mit den Abzugsmöglichkeiten, die hier in den Verordnungen zum BVG beschlossen und eingeführt worden sind. Ist es nun nicht gerechtfertigt, ein wenig Gegensteuer zu geben bei Einmaleinlagen für Lebensversicherungen, die, denken Sie daran, der Quellen- und der Verrechnungssteuer entzogen sind?

Herr Ducret hat – das ist kein Zufall – darauf hingewiesen, es werde soweit kommen, dass die Banken, die sich auf diesem Gebiet von den Lebensversicherungen ganz gehörig konkurrenziert sehen, ins Versicherungsgeschäft einsteigen. Das hat unter dem Titel «Allfinanz» bereits begonnen. Die Kreditanstalt hat bereits beschlossen, eine Lebensversicherung zu installieren, und weitere Pläne sind bekannt.

Die Banken wissen schon, warum sie das tun. Weil in fiskalischer Hinsicht – zu Recht – die dritte Säule bereits sehr privilegiert worden ist. Gerade deshalb verträgt es sich meiner Meinung nach durchaus, dass man bei der Stempelsteuer ein wenig Gegensteuer gibt, denn die Eidgenossenschaft muss irgendwoher ihre Einnahmen realisieren können. Argumente gibt es gegen jede Steuer. Hier scheinen sie mir nicht schwer genug zu wiegen.

**Bundesrat Stich:** Wenn in der Schweiz etwas nicht geändert werden soll, dann berufen sich Politiker und Professoren ganz einfach auf die Verfassung, die besage, dass das verfassungswidrig sei, was man gerade vorschlägt. Das ist das Einfachste, das sieht sehr gut aus, und man vertritt das Recht, die Verfassung, die Grundlage. Das ist hervorragend.

Aber wenn Sie diesen Artikel 34quater so extensiv auslegen wollen, dann könnten Sie auch daraus schliessen, dass wir sämtliche Steuern abschaffen sollten. Das würde natürlich der Eigentumsförderung dienen, und es würde sicher gewissen Leuten auch für die Vorsorge dienen.

Aber so extensiv, glaube ich, kann man die Verfassung doch auch nicht auslegen. Man muss vermutlich im politischen Alltag doch dafür sorgen, dass man wenn möglich eine gewisse rechtsgleiche Behandlung der Bürger erreicht. Das ist letztlich unsere Aufgabe.

Hier geht es vor allem darum, dass derjenige, der das Versicherungssparen vorzieht, nicht zu sehr bevorzugt ist gegenüber demjenigen, der zwar keine Risikoversicherung will – das nennt man so, obwohl das Risiko nicht sehr gross ist und auch nicht sehr viel davon einkalkuliert werden muss –, sondern dafür vielleicht eine etwas grössere Freiheit haben möchte, der also nicht unbedingt auf eine feste Zeit seine Anlagen festlegen möchte. Aber derjenige, der zur Bank geht, der Banksparer, dem wird ja eine Zinsgutschrift gemacht, und man zieht dort 35 Prozent Verrechnungssteuer ab; der darf dann natürlich seine Zinsen versteuern und bekommt die Verrechnungssteuer zurück. Hingegen derjenige, der das Geschäft bei der Versicherungsgesellschaft macht, der muss das nicht. Das ist von uns aus gesehen eine steuerliche Bevorzugung, und deshalb ist es angemessen, dass man hier eine Abgabe erhebt.

Aber ich weiss, wenn man etwas nicht will, dann kann man natürlich sehr rasch kommen und sagen: Unter sozialen Gesichtspunkten, unter sozialen Aspekten ist das nicht gut. Ja, wo blieben vorher die sozialen Aspekte, als Sie bei den Treuhandanlagen die Vorlage ablehnten? Dort haben Sie ganz klar gesagt, man soll das wenn möglich mit der Mehrwertsteuer decken. Das bedeutet dann, dass die kleinen Leute es mit dem Konsum decken, wo sie nicht ins Ausland ausweichen können. Konsumieren, leben muss man hier. Die meisten Leute müssen hier leben, sie können nicht einfach irgendwo anders hingehen.

Gerade für die sozial Schwachen ist es notwendig, dass der Bund einen gewissen Ausgleich schaffen kann, und dafür braucht er auch Mittel. Deshalb soll man hier eine rechtsgleiche Behandlung schaffen zwischen Banken und Versicherungen. Die Versicherungen – das haben Sie so gut gesehen wie ich – haben nicht vergeblich nach der Einführung der zweiten und der dritten Säule Rieseninsekte gemacht mit dem Doktor

Fiskus: Wir helfen Ihnen Steuern sparen. Das haben sie nicht vergeblich gemacht! Sie haben gewusst, dass es möglich ist, und sie haben diese Möglichkeit auch reichlich ausgenützt.

Man kann natürlich fragen, wie der einzelne Bürger darauf reagiert. Einzelne sagen: Ja, ich möchte auch clever sein, also spare ich auch. Es gibt dann vielleicht andere, die sagen: Ich habe leider diese Möglichkeit nicht, eine solche Anlage bei der Versicherungsgesellschaft XY zu machen. Vermutlich werde ich dann am Schluss die Rechnung bezahlen müssen – denn die Aufgaben der Eidgenossenschaft werden auch nicht billiger. Die Ausgaben werden nicht kleiner, auch nicht durch die Entscheidungen des Parlamentes. Wenn er ein solches Insekte sieht, nimmt der einfache Mann an: Das werde ich dann wieder bezahlen. Das ist die Ueberlegung, die man sich auch machen muss.

Zum anderen haben Sie natürlich recht. Es ist nicht eine Entlastung, sondern es ist eine neue Belastung in einem bestimmten Bereich. Aber wir sind ja davon ausgegangen, und Sie am allermeisten, dass der Finanzplatz entlastet werden müsse, weil er gefährdet sei. Hier ist der Finanzplatz nicht gefährdet. Hier können Sie ruhig Bundesrat und Kommissionsminderheit zustimmen.

**Hefti:** Was die Rechtsungleichheit betrifft, die da bestehen soll: Wenn das zuträfe, wäre das Verhältnis zwischen Bankanlagen und Versicherungen viel höher zugunsten der letzteren. Beide, Versicherungen und übrige Anlagen, haben gewisse Vor- und Nachteile. Bei den Versicherungen bin ich im Gegensatz zu den Anlagen gebunden, und ich zahle auch eine Prämie für das Risiko, die bei den Anlagen entfällt.

Ich habe immer für alle Pensionsvorlagen im Bund gestimmt, mit Ausnahme der vorzeitigen Pensionierung mit 62 Jahren. Ich glaube, man sollte daher auch vom Bund aus für diejenigen Leute, die nicht eine entsprechende staatliche Versicherung haben, etwas mehr Verständnis zeigen. Wenn man auch bei den staatlichen Pensionsversicherungen den steuerlichen Aspekt untersuchen würde, dann käme man wohl zu gewissen Ungleichheiten. Das heisst aber nicht, dass ich etwas hieran ändern möchte.

#### Art. 22

##### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	22 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	14 Stimmen

#### Art. 24

##### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	20 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	13 Stimmen

##### Gesamt Abstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzesentwurfes	33 Stimmen
Dagegen	5 Stimmen

##### An den Nationalrat – Au Conseil national

## Neue Finanzordnung

### Nouveau régime financier

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.041
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.12.1989 - 08:00
Date	
Data	
Seite	755-765
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 236

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.